

## QUALITÉ DU LOGEMENT

Améliorer les conditions de vie de la population, en permettant à chaque ménage de disposer d'un logement adapté

## Taux de sur-occupation des résidences principales

Le taux de logements en situation de sur-occupation, une des formes du mal-logement, renseigne globalement sur la qualité de vie dans les logements. Selon l'Insee, un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à une « occupation normale », fondée sur le nombre de pièces nécessaires au ménage. Les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés. Pour limiter ce biais, l'indicateur présenté ici exclut du calcul les studios occupés par 1 ou 2 personnes.

### Une sur-occupation des logements très fréquente en Île-de-France et dans les DROM

#### Les contrastes entre régions

Près de 4,5% des résidences principales de France sont sur-occupées. Ces situations de mal-logement sont particulièrement fréquentes dans les régions où le marché du logement est le plus cher : l'Île-de-France (11,3% des résidences principales), et dans une moindre mesure la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (6,7%). Les DROM présentent également des taux de sur-occupation particulièrement élevés : près d'une résidence principale sur dix y est sur-occupée malgré une nette amélioration sur cinq ans. En Guyane, région où la croissance démographique est en très vive progression, c'est presque le tiers (33,5%) des résidences principales qui sont concernées. À l'inverse, les régions de l'Ouest de la France, malgré leur attractivité, parviennent globalement à contenir les difficultés de mal-logement. Les taux de sur-occupation sont ainsi particulièrement faibles en Bretagne (1,3%) ou en Pays de la Loire (1,6%). Sans tenir compte de la situation particulière de la Guyane, l'écart entre les régions ayant les données les

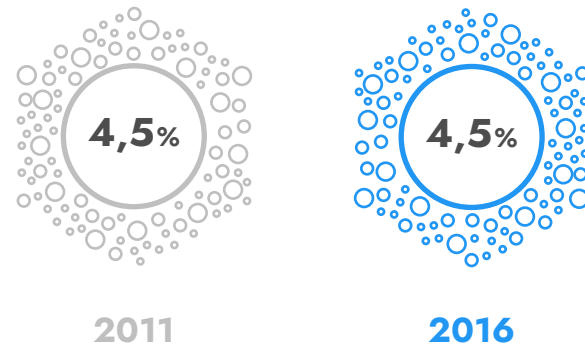
plus différentes passerait de 11,1 points de pourcentage en 2011 à 10 points en 2016.

#### Les contrastes entre intercommunalités

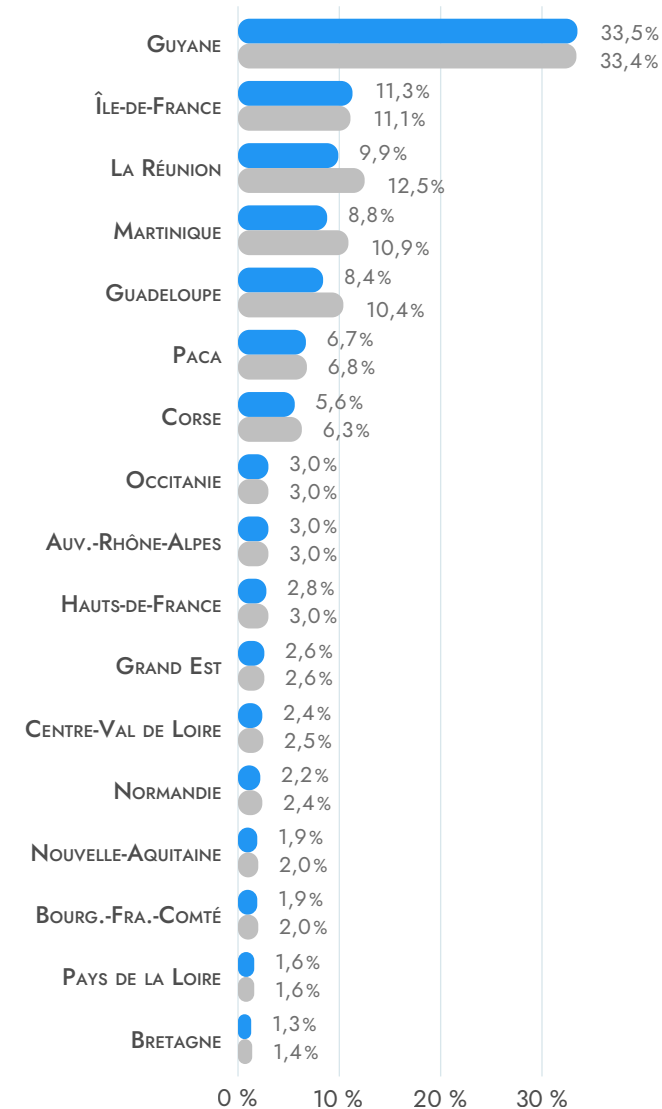
Au niveau plus fin des intercommunalités, on retrouve cette spécificité de la région parisienne et des territoires ultramarins, ainsi que de quelques territoires du sud méditerranéen. La sur-occupation des logements atteint ainsi des niveaux extrêmement élevés (plus d'une résidence principale sur deux) dans deux intercommunalités de Guyane, mais elle dépasse aussi un logement sur dix dans de nombreuses intercommunalités d'Île-de-France (Roissy-Pays de France, Métropole du Grand Paris, Creil Sud Oise...). Elle augmente d'ailleurs de près d'un demi-point dans la Métropole du Grand Paris et dans toutes les intercommunalités voisines, signe d'une forte pression sur le logement.

Inversement, dans un quart des EPCI, situés plutôt dans l'Ouest et dans les espaces ruraux, ce taux de sur-occupation est inférieur à 1,2%. C'est particulièrement net quand on considère la grille

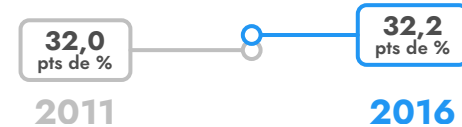
#### EN FRANCE



#### DANS LES RÉGIONS



#### Évolution des écarts entre les régions extrêmes



communale de densité de l'INSEE : 8,2% pour les espaces denses, 1,4% pour les espaces très peu denses.

#### Les défis

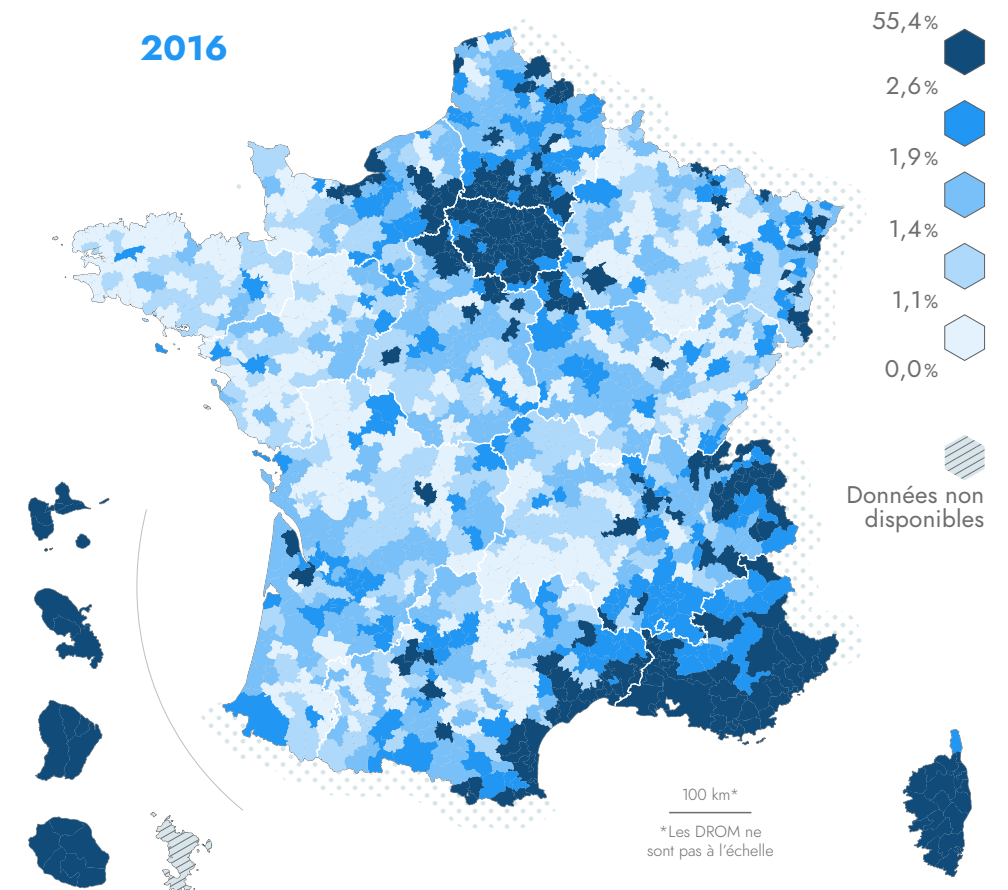
La sur-occupation des logements en outre-mer est associée, plus largement, à des problèmes cruciaux de mal-logement. La privation de confort est ainsi beaucoup plus fréquente dans les DROM qu'en métropole. En métropole, la problématique de la sur-occupation des logements est un problème spécifiquement urbain, et plus particulièrement francilien. Des montants excessifs des loyers dans le secteur libre, associés à une offre insuffisante dans le parc social, conduisent les ménages, et en particulier les plus défavorisés d'entre eux, à se loger dans des logements trop petits, ou à aller vivre loin des pôles d'emploi, dans les espaces périurbains, au prix de longs déplacements quotidiens.

#### Focus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

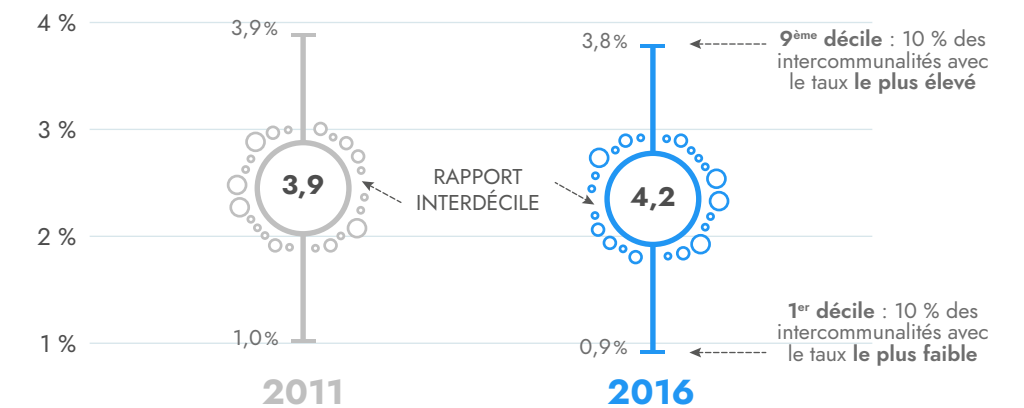
Dans les QPV de métropole, le taux de surpeuplement des logements est plus de deux fois plus élevé qu'en moyenne en France.

Sources : Insee RP - IGN  
Réalisation : ANCT padt 2020

## DANS LES INTERCOMMUNALITÉS



#### Évolution des disparités entre les intercommunalités



#### PAR CATÉGORIE DE COMMUNES

